

chemins jonchés d'arbres déracinés par le vent. Une madame MacIntyre, femme d'un maître d'école à Beverley, revenant de visiter sa fille à Galt, fut écrasée par un immense orme qui tomba sur elle et qui enfouit son corps, réduit en une masse informe, à près d'un pied de terre. Ce fut un pan de sa robe, que ne cachait point le tronc de l'arbre, qui la fit découvrir en cet endroit le surlendemain par sa famille éplorée qui, avec les voisins armés de flambeaux, s'était mise à sa recherche à travers les bois dès la nuit même. Elle a laissé six enfans dont un était à la mamelle.

Pendant le même orage, dit le *Woodstock Herald*, le tonnerre est tombé deux fois sur une grange appartenant au capitaine Beal et y a mis le feu qu'il a entièrement consumée avec une quantité de foin qu'elle contenait.

*Idem.*

**Toronto.**— Cette ancienne capitale du Haut-Canada fait des progrès rapides depuis qu'elle a cessé d'être le siège du gouvernement. Sa population, qui en 1834 ne s'élevait qu'à 9,000 âmes, est maintenant de près de 20,000. Les revenus de la ville se montent à £12,000 par an.

IRLANDE.

— Le premier juillet, l'association du rappel a tenu séance dans Conciliation Hall ; la réunion était très nombreuse. Le plus grand enthousiasme pour la cause du rappel y a régné. M. J. O'Brien assistait à la séance. A son arrivée il a été accueilli avec des transports de joie. La rente du rappel donna cette semaine-là 2,000 l. st.

M. O'Connell ayant refusé la candidature aux fonctions de lord maire de Dublin pour cette année, on a nommé un protestant, M. Arabin.

FRANCE.

— Des nouvelles arrivées à Marseille, et confirmées par la correspondance d'un journal de Madrid annoncent que la médiation offerte par l'Angleterre à l'empereur de Maroc, dans ses démêlés avec l'Espagne, a été refusée par ce prince. Dans ce cas, l'Espagne serait forcée de commencer les hostilités, et nos propres affaires dans le Maroc acquerraient ce degré de gravité que le cabinet français a soigneusement évité de leur donner. Les journaux ministériels de Paris gardent le silence sur ces nouvelles : nous-mêmes avons différé de leur donner de la publicité. Toutefois, elles ne nous paraissent pas dénuées de tout fondement.

ESPAGNE.

— Les nouvelles arrivées de Barcelone et de Madrid permettent de caractériser la situation faite par la retraite officielle de M. de Viluma. Dans les différends qui l'ont séparé de ses collègues, il s'agissait de méthode beaucoup plus que de but : on était d'accord sur la fin, on envisageait la voie d'une manière différente.

M. Viluma était d'avis que les Cortès, élues selon la constitution actuelle sont illusoire ou dangereuses. Une masse énorme d'électeurs, par incurie, par ignorance, par haine du système représentatif, souvent par terreur, reste étrangère au vote. L'opinion publique court donc constamment le risque d'être représentée dans les élections par les mécontents et les intrigans.

Le cabinet espère influencer assez puissamment sur les élections pour emporter la majorité. Mais on a dû prévoir le cas où la majorité serait hostile : dans ce cas-là, le trône usera de sa prérogative, car il ne peut l'abdiquer ni même la laisser sommeiller sans livrer le pays aux hasards de l'anarchie ; il dissoudra les chambres. Mais les rappeler après cela, avant d'avoir changé les bases de l'élection, sera impossible ; il faudra donc faire dans quatre mois, avec plus de danger, ce qui semblait facile aujourd'hui.

On se ménage, il est vrai, la chance d'une majorité favorable ; mais qu'est-ce que le prestige des cortès actuelles ? fort peu de chose. Qui obligera que les lois sur la presse, sur les ayuntamientos, ont été décrétées par ordonnances ? Or, quoi qu'on fasse, ces lois ne seront plus bénévolement rapportées ; il faudra les subir : le corps électif qui en acceptera l'empire fera donc une sorte d'abandon de la prérogative constitutionnelle. Toutefois, il faut convenir que dans le cas d'une majorité en faveur du ministère, la réorganisation de l'Espagne se trouvera opérée d'une manière plus pacifique. On essaiera ce que M. de Viluma proposait d'enlever de vive force.

Du reste, nous laissons de côté le récit des intrigues, le détail des jalousies personnelles, les ambitions étroites et cupides qui pullulent, dit-on, autour du sceptre constitutionnel d'Isabelle. Nous savons faire, dans ces récits, la part de l'esprit de parti et du bavardage des journaux. Mais encore un coup, où est l'homme, où est l'éclatante vertu qui sauvera les affaires d'Espagne.

M. Mon, appuyé de son beau-frère, M. Pidal, paraît être l'âme du nouveau cabinet.

RUSSIE.

— L'empereur de Russie est de retour à St. Pétersbourg. Il s'est rendu immédiatement après son débarquement à Péterhof, auprès de la famille impériale à Parkoje-Jelo. Sa Majesté a fait en huit jours le voyage de Londres à Pétersbourg.

INDE.

— On lit dans les journaux anglais :  
« Nous avons des nouvelles de Hong-Kong jusqu'au 8 avril, et de Bombay jusqu'au 20 mai. Le Punjab n'a pas encore recouvré sa tranquillité. Une bataille sanglante eut lieu, le 7 mai, entre Heranh Singh et les partisans des fils du Rud-Jeet-Singh, sous le commandement d'Ittur-Singh, chef très influent.  
« Les menaces d'Ackbar-Khan de marcher sur Peschawur ne se sont pas

réalisées. La position de son père, Dost-Mohammed, est loin d'être satisfaisante. Son âge et ses infirmités, et surtout l'état compliqué des affaires du Caboul, l'amèneront à abdiquer en faveur d'Ackbar.

« Les nouvelles du Sciude vont jusqu'au 16 mai. Sir Charles Napier faisait des préparatifs pour recevoir 17,000 chefs de Belochens. Le meeting devait avoir lieu le 24. On suppose que sir C. N. a des choses importantes à leur proposer. Les troupes du Bengale sont arrivées à Sukkur et y ont pris leurs cantonnemens.

« Deux grands corps d'armée seront réunis en août ou septembre dans le Sutieje. L'un sera commandé par sir C. Napier, l'autre par sir Hugh Gough. Sir Hugh et le général Napier suivront probablement les mouvemens du gouverneur-général, qui doit, dit-on, partir de Calcutta pour les provinces N. O., et arrivera à Meerut en septembre. Les troubles du Punjab hâteront l'arrivée de l'armée de ce côté. On sait que les chefs de Lahore avaient dépensé 17,600 liv. pour corrompre la fidélité des cipayes anglais. Cette conduite odieuse a excité un sentiment de vengeance dans l'armée. Un corps de 80,000 hommes doit être formé, et on croit que lord Ellenborough et Sir Charles Napier, entreprendront la conquête du Punjab.

« Le Gwalior est tranquille. Le gouvernement a fait détruire le château de l'un des chefs, pour avoir refusé d'obéir et de restituer des vols commis au préjudice de quelques marchands.

« Les autres parties de l'Inde sont tranquilles, et on espère que cet état durera pendant toute la saison des pluies.

« Nos nouvelles de Chine vont jusqu'au 26 mars et ne nous apprennent rien de nouveau. »

AMÉRIQUE.

— Les avis de Montevideo, du 1er mai, nous apprennent que les affaires de ce malheureux pays ont subi une nouvelle complication. M. le contre-amiral Lainé s'est, dit-on, séparé complètement de M. Pichon, dont il n'aurait pas voulu soutenir les prétentions qui, suivant lui, auraient compromis encore davantage les intérêts de nos compatriotes établis sur les rives de la Plata.

Après que le contre-amiral eut été informé du licenciement de la légion française, il écrivit le 14 avril au gouvernement montevideo pour le féliciter sur ce résultat de la négociation entamée, et pour l'avertir qu'il regardait les bonnes relations comme rétablies entre la France et Montevideo. Toutefois, le 15, il déclara que ces relations ne pourraient être reprises qu'autant que Montevideo recevrait M. Pichon en qualité de consul général de France. Le même jour, il fut répondu par un refus du gouvernement montevideo, qui interdisait même à Pichon de résider comme simple particulier.

M. Pichon, informé de cette résolution, s'est rendu le 16 auprès de M. Lainé, à bord de l'*Africaine*, et là, en présence des officiers, il s'est livré aux plus vifs reproches et aux plus amères récriminations envers l'amiral, l'accusant de n'avoir pas montré assez d'énergie et d'avoir seulement menacé quand il fallait agir. Quoique fort blessé, l'amiral a dédaigné de répondre. Il a seulement prévenu l'ex-consul qu'il allait adresser un rapport au gouvernement, et qu'il attendrait ses ordres.

Ce rapport est parvenu au ministère. Il lui aura appris que la légion française, nommée, par un décret du gouvernement oriental, « deuxième légion de la garde nationale d'infanterie, » était toujours la même, supportant avec courage toutes les privations.

« Les 3,300 français dénationalisés, dit la correspondance, représentent plus de 12,000 âmes, et nous pouvons affirmer, sans crainte d'être démenti, que sur les 15,000 français qui se trouvent ici il ne s'en trouve pas six qui soient de l'avis de M. Pichon.

« M. Pichon est venu à être le représentant d'un despote sanguinaire, au lieu d'être celui d'une grande nation.

« Dans toutes les sorties partielles qui ont eu lieu, l'avantage nous est toujours resté ; mais, tant que nous manquerons de cavalerie, nous ne pourrions profiter de nos succès. Dans une affaire qui a eu lieu à Las-Tre-Cruces, le commandement ayant été donné en espagnol, et beaucoup de Français ne le comprenant pas, il y a eu pendant un instant, confusion dans nos rangs ; l'ennemi en a profité pour nous tuer 40 hommes et 8 de nos malheureux compatriotes sont restés entre ses mains.

« Le lendemain de cet engagement, un Français, un des négocians les plus honorables de Montevideo, a obtenu du gouvernement oriental et de M. l'amiral Lainé l'autorisation de se rendre au camp ennemi et d'offrir, en échange des 8 Français prisonniers, dix fois autant de prisonniers argentins. Malgré l'empressement de l'amiral à mettre un canot à sa disposition, notre brave compatriote est arrivé trop tard ; il n'a trouvé que huit cadavres horriblement mutilés, les yeux crevés, les oreilles et le nez arrachés. Aussi l'indignation est à son comble, et nous pouvons affirmer que, non-seulement Oribe n'entrera jamais à Montevideo, le siège de la ville dut-il durer autant que celui de Troie, mais nous sommes fermement résolus de tirer vengeance de ces atroces cruautés. »

Comment après de pareils excès, M. Guizot pourrait-il justifier les instructions qu'il a expédiées à ses agens sur les bords de la Plata ?

— Un bâtiment arrivé de Matamoros à la Nouvelle-Orléans a rapporté qu'une proclamation avait été publiée à Matamoros, le 12 juillet, déclarant l'expiration de l'armistice entre le Mexique et le Texas.